

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

**Ali Bongo Ondimba, président de la République :**

"Nos mères, nos femmes, nos filles ne doivent plus subir l'insupportable. Ce combat (Ndlr: lutte contre les violences faites aux femmes) est celui des femmes et hommes".

**Agou Gomez Gbebia, représentant résident du FMI au Gabon :**

"Le retour du Gabon au sein de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) est un signal fort pour la communauté nationale et internationale".

**Dr Françoise Ndayishimiye, directrice nationale du Programme commun des Nations unies sur le VIH/Sida (Onusida) :**

"Les communicateurs sont un pouvoir important et ils peuvent mieux sensibiliser les populations sur le Sida".

**Ginette Arondo Edzang, secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères :**

"Le gouvernement gabonais sous l'impulsion du président de la République (...) a placé, à l'instar de ses pairs, la question du changement climatique comme l'une des priorités nationales".

**Jean-Boniface Assélé, président du Centre des libéraux réformateurs (CLR) :**

"Le CLR devrait revenir sur ses fondamentaux, en rendant nulles et sans effet les réformes intervenues lors du congrès extraordinaire de 2019".

**Victor Missanda, président de l'Union démocratique et républicaine (UDERE) :**

"La crainte de l'application de ces mesures (Ndlr: mises sous bons de caisse et ration) qui par ricochet, visent la suspension des salaires, serait une radicalisation déplorables du mouvement de grève par les centrales syndicales".

**Aymar Kissengori, nouveau président de la Confédération syndicale des travailleurs du Gabon (CSTG) :**

"Au-delà du pluralisme, l'intérêt du travailleur doit guider nos responsabilités de créer les conditions de fonctionnement et de travail nécessaires à des propositions de développement exemplaires pour la formation, mais aussi de faire respecter le cadre législatif et réglementaire international et national".

# UDIS: Hervé Patrick Opiangah tout ouïe avec les habitants d'Igoumié I et II

ENA  
Libreville/Gabon

Invité par les militants de son parti, l'Union pour le développement et l'intégration sociale (UDIS), ainsi que les cadres et les notables de ces quartiers du 2<sup>e</sup> arrondissement de la commune d'Owendo, Hervé Patrick Opiangah n'a pas usé de démagogie lors de cette rencontre. Rencontre au cours de laquelle les différents intervenants (jeunes, femmes, sages, etc.) ont égrené une litanie de maux qui minent leur environnement.

D'entrée, Cynthia Amorissani Kota a invité leur convive, "lui qui en a tant fait ailleurs dans le domaine social", à se pencher sur les préoccupations multiples qui affectent leur quotidien. Il s'agit de l'absence d'un dispensaire, d'une halte-garderie, d'un site commercial, des infrastructures sportives... Problèmes auxquels il faut ajouter les réseaux d'eau et d'électricité actuellement en extension, mais dont l'exécution ne satisfait pas tout le



Photo: Antoine ESSONNE NDONG

**Hervé Patrick Opiangah invité à esquisser quelques pas de danse par le groupe Nzimbu.**

monde, l'état piteux de la route, la construction d'une passerelle à un point du quartier pour faciliter la circulation des personnes, le chômage des jeunes, etc.

Pour le président de l'UDIS, toutes ces doléances sont fondées et méritent un intérêt particulier tant des pouvoirs publics que des hommes de bonne volonté qui doivent s'impliquer résolument

pour leur résorption. Cependant, puisqu'il a été interpellé par les populations, il doit à son honnêteté de leur dire qu'il ne peut pas "se substituer à l'État pour des problèmes qui relèvent de son ressort tels que la route, l'eau et l'électricité...".

Par contre, a-t-il suggéré, "il y a des défis qu'ensemble nous pouvons relever, et cela nous

devons étudier ensemble lesquels ainsi que leur faisabilité". Sur le problème du chômage, il s'est voulu pédagogue en invitant la jeunesse à se déterminer en faisant de "bons choix de vie" pour voir éclore à travers elle "un vrai rêve gabonais, comme on en parle sous d'autres cieux qui ne sont pourtant pas plus cléments qu'ici".

## La semaine

### En attendant les décideurs...

AU regard de l'abondance de l'actualité au cours de la semaine qui s'est achevée hier, certains faits et autres événements sont plus ou moins passés inaperçus. En tout cas, ils n'ont pas mobilisé médias et réseaux sociaux. Dans cette catégorie, on peut citer les manifestations des élèves de plusieurs établissements secondaires de Port-Gentil (Ogooué-Maritime) pour réclamer le "retour" des enseignants dans les salles de classe, craignant une année blanche. Preuve que les cours y sont perturbés à cause de la grève qu'observent des syndicats du secteur de l'éducation. Toutes choses qui devraient interpeller davantage non pas le seul ministère de l'Éducation nationale, mais tout le gouvernement au regard du caractère transversal des revendications des structures syndicales en grève. Surtout que le mouvement semble désormais s'étendre progressivement à beaucoup d'établissements de l'intérieur du pays. Parmi les événements ayant marqué l'ac-

tualité de la semaine écoulée, nous citerons, entre autres, la séance plénière à l'Assemblée nationale au cours de laquelle pas moins de six projets d'ordonnances, même les plus décriés voire redoutés dans l'opinion, ont été ratifiés. Il faut déplorer l'absence de débat public sur certains textes qui suscitent la polémique dans l'opinion. Cet état de faits ne peut qu'être de nature à écorner davantage l'image du Parlement gabonais que certains accusent d'être une chambre d'enregistrement, en attendant que cette institution se taille aussi une loi pour se protéger et protéger ses membres de toute critique... Outre la rentrée politique du parti "Les Démocrates", laquelle s'est déroulée à Bitam (Woleu-Ntem) le week-end écoulé, les états généraux de l'Université Omar Bongo (UOB) auront été l'un des événements ayant suscité beaucoup d'intérêt. Tant depuis de nombreuses années, cette institution du savoir, la plus ancienne du pays, donne l'impression de

"mourir", au vu et au su des décideurs et autres acteurs. Voilà pourquoi, au moment où elle s'apprête à célébrer son cinquantenaire, des initiatives tendant à la sauver en la sortant de cette atonie, ne peuvent qu'être louables. Dans cette perspective, la réflexion menée dans le cadre desdits états généraux aura été pertinente. Elle pourrait s'avérer efficace si les recommandations, ô combien raisonnables et pertinentes, trouvaient un écho favorable auprès des décideurs, notamment l'Exécutif... D'aucuns se posent la question de savoir si nos gouvernants ont encore une ambition pour l'UOB. Cela au regard des manquements et autres dysfonctionnements de tous genres, surtout au niveau de sa gouvernance financière. Voilà l'occasion de démentir ceux qui soupçonnent les décideurs de laisser sombrer la première université du Gabon.

ONDOUBA'NTSIBAH